DIJON METROPOLE

Nous, Président de la métropole « Dijon Métropole »,

VU :

- 1° le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.213-1 et suivants et L.211-2,
- 2° le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,
- 3° la délibération du Conseil Métropolitain de Dijon Métropole du 19 décembre 2019, déposée en Préfecture le 20 décembre 2019, décidant l'approbation du Plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat et plan de déplacements urbains (PLUi-HD) et décidant l'instauration du droit de préemption urbain défini aux articles L.210-1 et suivants du Code de l'Urbanisme sur un périmètre correspondant au secteur sauvegardé de Dijon, ainsi qu'à l'ensemble des zones urbaines et des zones à urbaniser du PLUi-HD,
- 4° la délibération du Conseil Métropolitain de Dijon Métropole du 16 juillet 2020, déposée en Préfecture le 21 juillet 2020, portant délégation de compétences du Conseil au Président, notamment en ce qui concerne le droit de préemption urbain et l'autorisant en particulier à déléguer l'exercice de ce droit,
- 5° la déclaration d'intention d'aliéner reçue en Mairie de Hauteville-lès-Dijon le 07 juillet 2022, établie par Maître Luc DASNOY, notaire à Dijon, concernant la vente d'une propriété bâtie située 5 rue des Riottes à Hauteville-lès-Dijon, cadastrée section AH n°5 (210 m²), appartenant à Mme Christine TAISANT, Mme Nathalie TAISANT (veuve NUTTINCK) et Mme Isabelle TAISANT (veuve MOUGET), moyennant le prix de cent quatre vingt dix mille euros (190 000 €) et avec une commission de onze mille quatre cent euros TTC (11 400 € TTC) à la charge de l'acquéreur (**ANNEXE**)

ATTENDU :

- que l'aliénation ci-dessus visée entre dans le champ d'application du droit de préemption urbain,
- que par courrier de Monsieur le Maire du 22 août 2022, la Ville de Hauteville-lès-Dijon a fait part de son intérêt quant à ces biens et a également sollicité la délégation du droit de préemption urbain par Dijon Métropole au profit de l'Établissement Public Foncier Local de Côte-d'Or (EPFL),
- que Dijon Métropole peut déléguer son droit de préemption urbain à l'Établissement Public Foncier Local des Collectivités de Côte d'Or, en application des dispositions du règlement d'intervention de l'EPFL..

ARRÊTONS :

ARTICLE 1 Dijon Métropole décide de déléguer son droit de préemption urbain à l'Établissement Public Foncier Local de Côte-d'Or (EPFL), pour l'aliénation ci-dessus visée à savoir la vente d'une propriété bâtie située 5 rue des Riottes à

Hauteville-lès-Dijon, cadastrée section AH n°5 (210 m²), appartenant à Mme Christine TAISANT, Mme Nathalie TAISANT (veuve NUTTINCK) et Mme Isabelle TAISANT (veuve MOUGET), moyennant le prix de cent quatre vingt dix mille euros (190 000 €) et avec une commission de onze mille quatre cent euros TTC (11 400 € TTC) à la charge de l'acquéreur, ayant fait l'objet d'une déclaration d'intention d'aliéner établie par Maître Luc DASNOY, notaire à Dijon, reçue en Mairie de Hauteville-lès-Dijon le 07 juillet 2022.

ARTICLE 2 Ampliation du présent arrêté sera notifiée par lettre recommandée avec avis de réception au mandataire, Maître Luc DASNOY – Notaire – 2 rue Bossack – BP 45232 – 21000 Dijon, aux vendeurs, Mme Christine TAISANT – 62 D avenue du Drapeau – 21000 Dijon, Mme Nathalie TAISANT (veuve NUTTINCK) – 2 rue de Chalons – 51240 MOIVRE et Mme Isabelle TAISANT (veuve MOUGET) – 3 rue du 8 mai 1945 – 58500 Clamecy ainsi qu'aux acquéreurs inscrit dans la déclaration d'intention d'aliéner à savoir M.Paul ARBINET – 1 rue Saint Gervais – 21380 Savigny le Sec et M. Alexis ROSSE – 7 route de Messigny – 21380 Savigny le Sec.

Ampliation sera également notifiée par lettre recommandée avec avis de réception à l'Établissement Public Foncier Local (EPFL) des Collectivités de Côte d'Or – 40 avenue du Drapeau – 21000 Dijon.

ARTICLE 3 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ARTICLE 4 Le présent arrêté sera affiché en Mairie de Hauteville-lès-Dijon et au siège de Dijon Métropole et sera déposé en Préfecture de la Côte-d'Or.

Fait à Dijon, le **01 septembre 2022**

Le Président,
François Rebsamen
Ancien Ministre